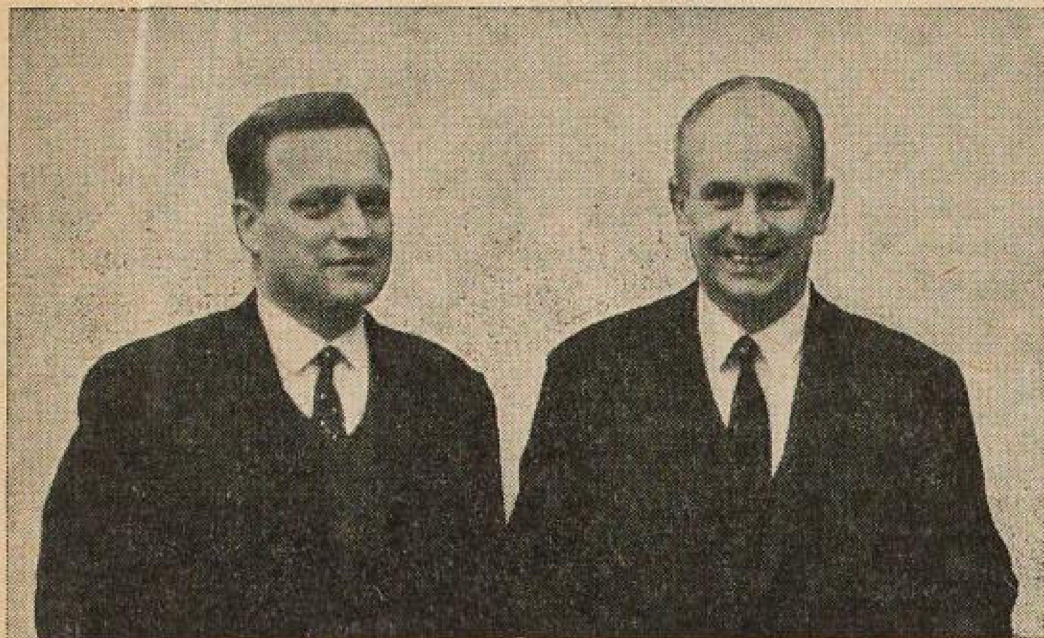


Elections Législatives Mars 1967
1re Circonscription de la Drôme

POUR l'UNION des forces socialistes et démocratiques

Tous les pays européens ont progressé depuis dix ans. **Mais la France a progressé moins que que les autres.**

En donnant l'indice 100 à la production industrielle (sans le bâtiment) de 1958, l'Italie se trouvait à la fin de 1966 à l'indice 212, les Pays-Bas à l'indice 183, l'Allemagne à l'indice 165, la Belgique à l'indice 158 et, la France à l'indice 155.

La situation de notre agriculture n'est pas meilleure.

Et cette progression insuffisante est d'autant plus sensible que **les injustices sociales et régionales qui président à la répartition du revenu national n'ont cessé de s'aggraver.**

Un redressement doit être opéré. Il faut une **autre majorité** à la tête du pays. Les accords qui ont été conclus entre les différentes organisations de gauche préfigurent cette majorité.

C'est dans le cadre de ces accords que le Parti Socialiste Unifié et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ont décidé **de ne soutenir qu'un seul candidat dans la circonscription de Valence-Die :**

Gilles MARTINET

Secrétaire national adjoint du P. S. U.

qui a pour suppléant :

Edouard COULAUD

Militant syndicaliste bien connu dans la région valentinoise

Pour qu'aucun doute ne puisse subsister à ce propos, **François Mitterrand** agissant en sa qualité de Président de la Fédération, a adressé l'appel suivant aux électeurs drômois :

« La discipline des républicains et l'union de la gauche sont les conditions nécessaires de notre victoire.

Si nous voulons convaincre le peuple que demain nous saurons gouverner dans la stabilité pour appliquer notre programme, **commençons par respecter scrupuleusement les accords** qui lient entre elles, dans la bataille présente, les forces de progrès.

J'ai constaté avec tristesse qu'à Valence, ce sont mes amis de la Fédération de la Drôme qui ont pris l'initiative de rompre le contrat auquel nous avons souscrit. Je ne peux que désavouer cet acte nuisible au combat pour la démocratie. En retirant notre candidat devant **Gilles MARTINET, nous avons choisi l'efficacité et l'unité plutôt que le désordre et les rivalités qui ne profitent qu'au gaullisme.**

En cette affaire, il faut le dire parce que c'est vrai, (et je ne méconnais pas la rigueur du sacrifice demandé à nos amis de la circonscription de Valence) : **Gilles MARTINET est le candidat de la gauche démocrate et socialiste.** »

De son côté, **Pierre Mendès-France** nous a fait parvenir ce message :

« J'ai cru jusqu'au dernier moment que toutes les formations et tous les hommes auxquels Gilles Martinet a fait appel s'inclineraient devant l'accord signé par les Instances Nationales de la F. G. D. S. et du P. S. U.

C'est dans cet esprit que lors de ma récente visite à Valence, j'avais adressé à tous l'appel le plus chaleureux à l'union et à l'esprit de discipline ; et que j'avais, en même temps, demandé à mes camarades de ne rien dire qui puisse gêner le regroupement si nécessaire des forces de la gauche.

Je suis navré que mon espoir soit déçu. Mais, face à la situation actuelle, **le choix qui incombe aux démocrates et aux socialiste est très clair.**

C'est pourquoi je demande à tous les hommes de gauche de cette circonscription de **voter massivement pour Gilles Martinet, qui est le candidat le mieux placé pour battre le représentant du pouvoir.** »

.../...

ce que nous proposons au Pays

1. Des institutions qui lient le sort de l'exécutif à celui de la majorité : un gouvernement, une législature, un plan. Un encouragement à toutes les formes de la démocratie de participation.

2. Une planification démocratique qui repose sur la primauté du secteur public et sur la réorganisation de l'ensemble du système de crédit (nationalisation des banques d'affaires).

3. Une action économique et sociale qui assure le plein emploi, prévoit les inévitables reconversions et vise à réaliser l'objectif : pas de salaires inférieurs à 600 francs par mois.

4. La réalisation du " droit au logement " par la priorité donnée à la construction des logements sociaux, la municipalisation des sols à bâtir, et la création d'un secteur public-témoin dans l'industrie du bâtiment.

5. Le développement de sociétés foncières démocratiquement gérées et disposant de capitaux suffisants pour rendre effectif leur droit de préemption avec la possibilité pour elles de louer des terres par des baux à long terme. Le contrôle par les agriculteurs de la transformation et de la commercialisation de leurs produits.

6. La réalisation d'un service national de l'enseignement comprenant des unités universitaires relativement autonomes et dotées d'organismes de gestion tri-partites (représentants de l'Etat, des enseignants et des parents d'élèves) ; l'unification des C. E. G., C. E. S. et 1er cycle des lycées pour permetre la création d'une école moyenne comportant deux années d'observation et deux années d'orientation.

7. La refonte complète de la fiscalité locale, la suppression des exonérations accordées aux revenus capitalistes, la révision du statut des faux salariés, un relèvement de l'abattement à la base porté de 2500 à 4000 francs par part du quotient familial.

8. La création de véritables intitutions régionales dotées de moyens financiers importants et contrôlées par des assemblées élues. Un nouveau statut de l'O. R. T. F.

9. L'accroissement des crédits hospitaliers, l'augmentation des retraites mais aussi de nouvelles activités offertes aux vieux travailleurs en fonction de leurs possibilités. La promotion féminine : à travail égal salaire égal, organisation du " temps partiel ".

10. Une politique internationale qui lie le souci de l'indépendance à la nécessité de la construction européenne. Des initiatives en faveur du désarmement (abandon de la force de frappe). Une aide aux pays du tiers-monde qui vise à favoriser leur industrialisation et non à entretenir des administrations parasitaires. Le développement de l'aide technique et universitaire.

Tous ces objectifs entrent dans le cadre d'un contre-plan chiffré, assurant l'équilibre entre dépenses et recettes, QUE LE P. S. U. A OPPOSÉ AU Ve PLAN GAULLISTE.

nos objectifs locaux

— Donner une priorité à l'industrialisation de l'agglomération valentinoise qui doit maintenant trouver son " second souffle ".
— Etablir un plan de développement et d'urbanisation de l'ensemble valentinois (lequel englobe plusieurs communes ardéchoises).
— Favoriser l'installation de nouvelles entreprises à Crest et à Die.
— Etablir une délimitation très stricte entre les périmètres urbains et les zones agricoles de manière à enrayer la poussée spéculative qui frappe ces zones.
— Mener une action énergique contre les bas salaires et pour le respect des droits syndicaux.
— Obtenir le doublement du nombre des H.L.M. à construire.
— Achever rapidement la construction du nouvel hôpital de Valence et assurer sa dotation en équipements modernes.
— Mettre sur pied une série de villages de vacances et de maisons familiales dans le Vercors et le Diois.
— Créer à Valence un collège universitaire et, jumelé à ce collège, un Institut Universitaire de technologie.
— Construire quatre ou cinq petits stades de quartier et des maisons de jeunes.
— Obtenir des classes moins chargées et le maintien des lycées de Crest et de Die.

Vu : les candidats.

PASSAS & DELOCHE - VALENCE